



Doc. 16281

08 octobre 2025

L'action climatique, une responsabilité humaine et démocratique

Proposition de résolution

déposée par Mme Luz MARTINEZ SEIJO et d'autres membres de l'Assemblée

Cette proposition n'a pas été examinée par l'Assemblée et n'engage que ses signataires

L'été 2025 est venu nous rappeler brutalement la réalité de l'accélération de la crise climatique. Vagues de chaleur record, inondations dévastatrices, incendies de forêt incontrôlables et écosystèmes marins perturbés sont autant de phénomènes qui ont mis en évidence la fragilité de l'environnement, des infrastructures et du tissu social en Europe.

Ces événements montrent clairement que le changement climatique n'est pas simplement une question de circonstances météorologiques extrêmes, mais la conséquence d'un dépassement des limites écologiques. Pour y faire face, il ne suffit pas de faire appel à l'innovation technologique ou à des mesures d'urgence: il faut repenser en profondeur notre rapport à l'énergie, aux ressources et à la consommation. Si l'Europe veut s'adapter et prospérer, il est essentiel qu'elle évolue vers un modèle de sobriété et de suffisance, où le bien-être ne se mesure pas par le volume de biens produits, mais par la résilience, l'équité et la qualité de vie.

Cependant, la résilience climatique représente elle aussi un défi démocratique. Une transformation profonde passe par la mobilisation de la société, l'empouvoirement des citoyens et citoyennes et la capacité à imaginer de nouvelles formes d'organisation collective. Parallèlement aux stratégies nationales et internationales, il faut soutenir des solutions locales régénératives – dans les domaines de l'alimentation, de l'énergie, du logement et de la mobilité. Ce n'est qu'en combinant innovation venant de la base et leadership politique que l'Europe pourra mettre en place des systèmes à la fois durables et socialement justes.

Les parlementaires devraient prendre en considération les appels à investir dans des dispositifs d'alerte précoce, des infrastructures résilientes et des mesures plus fortes de conservation de la nature, pour poser les bases d'une transformation plus large. Les États membres doivent s'engager à réduire de manière ambitieuse les émissions de gaz à effet de serre, à restaurer les écosystèmes et à intégrer la résilience à tous les niveaux de gouvernance. Le patrimoine culturel et la biodiversité doivent être préservés, et les populations locales doivent pouvoir prendre en main leur propre avenir durable.

Le Conseil de l'Europe doit jouer un rôle de premier plan pour coordonner ces efforts, en veillant à ce que les stratégies d'adaptation et d'atténuation protègent les vies humaines, respectent les droits et préservent les trésors naturels et culturels de l'Europe pour les générations futures.

Signé (voir au verso)



Signé¹:

MARTINEZ SEIJO Luz, Espagne, SOC
BAYR Petra, Autriche, SOC
CASTEL Laura, Espagne, GUE
DALLE Benjamin, Belgique, PPE/DC
ESTRELA Edite, Portugal, SOC
GIOVAGNOLI Gerardo, Saint-Marin, SOC
GÖKÇEN Gökçe, Türkiye, SOC
GRIGORYAN Hripsime, Arménie, SOC
GRYFFROY Andries, Belgique, ADLE
GUTIÉRREZ LIMONES Antonio, Espagne, SOC
KLUIT Saskia, Pays-Bas, SOC
KOSTADINOVSKA-STOJCHEVSKA Bisera, Macédoine du Nord, SOC
LACROIX Christophe, Belgique, SOC
LAMUÀ Marc, Espagne, SOC
LATORRE José, Espagne, SOC
MOLINA Fabian, Suisse, SOC
PRAMMER Agnes Sirkka, Autriche, SOC
READER Mike, Royaume-Uni, SOC
SCHENNACH Stefan, Autriche, SOC
VELDHOEN Gala, Pays-Bas, SOC

1. ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
GUE: Groupe pour la gauche unitaire européenne
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
SOC: Groupe des socialistes, démocrates et verts